

# Priorités Santé

n° 47

Sept. / Oct. / Nov. / Déc.  
2 0 1 6

Bulletin d'information  
du Comité Régional d'Éducation pour la Santé  
Provence-Alpes-Côte d'Azur

[www.cres-paca.org](http://www.cres-paca.org)

P.3

3 questions à : Claude d'Harcourt,  
Directeur général de l'Agence Régionale  
de Santé PACA

P.5

"PAC'KIDS" un programme pour prévenir  
les accidents de la vie courante dans le Var

P.7

À Marseille, une recherche action pour  
un réseau santé précarité



Photo : Pierre CLOT

# Sommaire

n° 47 - Septembre / Octobre / Novembre / Décembre 2016



## 3 questions à :

- Région  
**Claude d'Harcourt, Directeur général de l'Agence Régionale de Santé PACA** ..... 3



## Femmes enceintes, parents

- Alpes de Haute-Provence  
**« Et si on jouait ensemble ! » à Sainte-Tulle** ..... 4
- Var  
**« PAC'KIDS », une action qui cartonne** ..... 5



## Maladies chroniques

- Région  
**Un centre de ressources en éducation thérapeutique du patient** ..... 6



## Personnes vulnérables

- Bouches-du-Rhône  
**PRESANTES, une recherche-action pour un réseau santé précarité** ..... 7



## Population générale

- Région  
**Moi(s) sans tabac, les chiffres-clés de la première édition** ..... 8



## Portrait

- Jean-Jacques Coiplet, Directeur régional et départemental de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale PACA** ..... 9

## Au Microscope

- Union Régionale des Professionnels de Santé (URPS) Pharmaciens PACA** ..... 10

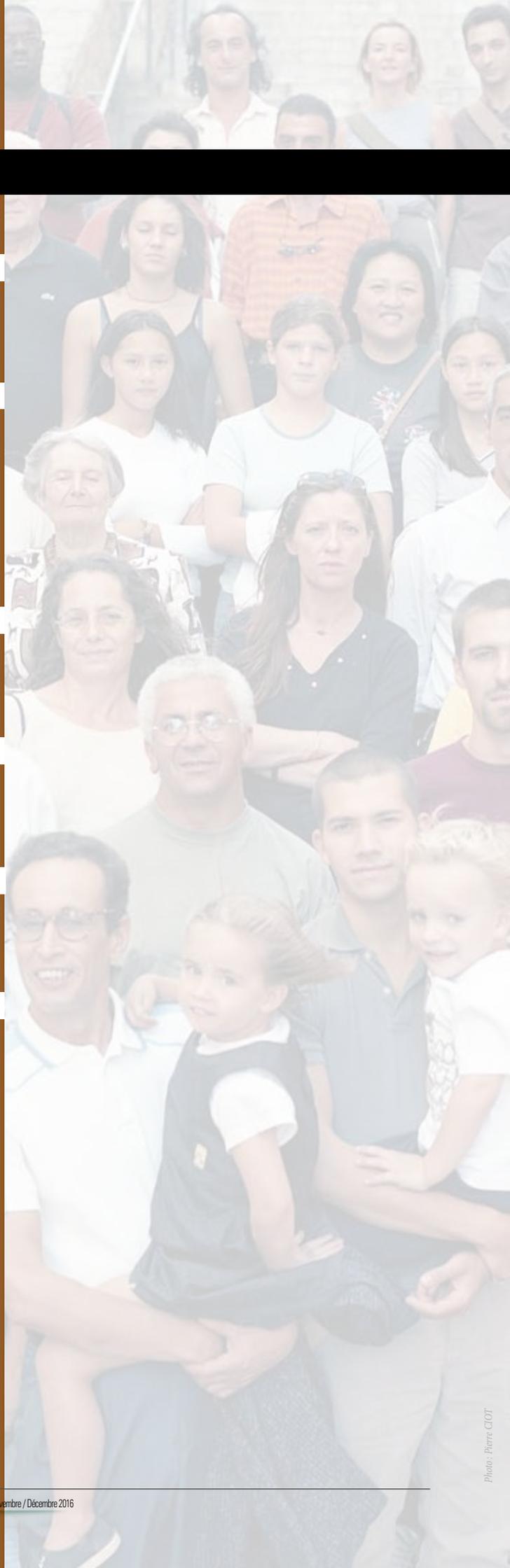
## Espace CRES

- 1/ **Actualités** ..... 11
- 2/ **Pôle régional de compétences en éducation et promotion de la santé** ..... 12
- 3/ **Documentation** ..... 13

## Les écrits 14-15

**De la recherche à l'intervention : transfert des outils et des activités Opticourses pour mener des ateliers sur alimentation et petit budget en région PACA**  
Un article de Hind Gaigi, chef de projet et Christophe Dubois, nutritionniste du projet Opticourses, Marseille

- Agenda** ..... 16





## 3 questions à ...

**Claude d'Harcourt,**

*Directeur général de l'Agence régionale de santé  
Provence-Alpes-Côte d'Azur*



### **“La prévention, une priorité pour l'ARS PACA”**

*Claude d'Harcourt, le nouveau directeur général de l'ARS PACA, prône l'ouverture et la communication depuis son arrivée. Il a redéfini les contours et les missions de l'Agence régionale de santé, rappelant que les actions de prévention et de promotion de la santé constituaient une priorité pour elle.*

#### **Comment appréciez-vous votre arrivée à l'ARS PACA?**

C'est un choix pour moi de travailler en agence. Il s'agit d'offrir les meilleures conditions de santé à la population, dans un contexte décentralisé, en travaillant avec les collectivités, le préfet et les structures spécifiques. Pour mémoire, je rappelle les 4 fonctions de l'agence : le pilotage et la régulation du médico-social, l'appui au déploiement de la médecine de ville, la promotion des actions de prévention et l'expertise en matière de santé environnementale.

Les leviers d'actions sont d'ordres réglementaires, financiers et d'expertise. A un niveau régional avec six implantations de délégation territoriale au niveau ici du département. Sur le plan financier, nous donnons 3 milliards d'euros sur les 17 milliards pour l'offre de santé en PACA. Soit 3500 euros en moyenne par habitant, pour un territoire marqué par de fortes inégalités, une consommation de soins et services supérieure à la moyenne nationale et un vieillissement important de la population.

#### **Quels sont les enjeux à moyen terme?**

D'abord nous devons pouvoir soutenir financièrement notre offre de soins. La somme que je vous ai citée de 17 milliards dépensés en PACA, doit progresser de 3

à 4% par an alors que la ressource progresse de 2%. Il faut y travailler, sans oublier les ressources humaines qu'il ne faut jamais négliger. Dans cette région, il convient aussi de prendre en compte la question du vieillissement de la population avec un impact important sur l'offre de soins. Il faut réfléchir à une recomposition de l'offre du médico-social à ce sujet et au parcours de soins coordonnés autour du médecin traitant.

Cela demande des efforts d'articulation entre plusieurs réseaux de professionnels. Troisième enjeu à long terme, c'est la question de la prévention. Enfin, il faut étudier la question du mini-invasif, de l'imagerie et du numérique qui va entraîner un temps de traitement plus faible et réduire la durée d'hospitalisation.

#### **Mais déjà à court terme, que pouvez-vous proposer?**

Nous pouvons travailler sur des initiatives en matière de prévention. 43 millions d'euros y seront consacrés et nous avons déjà décidé qu'en 2017, nous nous appuyerons encore davantage sur les associations sur la base de contrats pluriannuels, pour les accompagner sur le chemin de la professionnalisation. Pour être précis, nous avons donné 550.000 euros pour 36 projets en santé environnement, et nous avons financé aussi

609 projets de promotion de la santé et 268 programmes d'éducation thérapeutique pour plus de 18000 patients. Sur le champ du vieillissement, je rappelle que nous essayons de garder le plus possible les gens au domicile. Par exemple, nous allons déployer une action de prévention de perte d'autonomie dans le haut Var.

Toujours à court terme, sur le plan des parcours de soins, nous nous proposons de donner à tous les acteurs de santé des moyens pour construire des parcours de soins avec les plateformes territoriales d'appui avec le concours de médecins libéraux.

Enfin, dernier enjeu de taille : la situation hospitalière. Aujourd'hui, 16 établissements sur les 85 hôpitaux publics ont des difficultés de trésorerie, malgré des améliorations nettes dans ce secteur. Nous soutenons ces établissements dans leurs efforts qui commencent à donner des résultats. Nous sommes à leurs côtés pour leur apporter un soutien y compris financier et de façon anticipée en 2017 pour les sortir de leur fragilité.

# Femmes enceintes / parents

## → « Et si on jouait ensemble ! »

À Sainte-Tulle, une association propose aux parents des ateliers de prévention pour aider au développement du langage et des capacités cognitives de leurs enfants.

Alpes-de-Haute-Provence

Les tablettes et autres ordinateurs ont pris beaucoup de place dans nos vies et celles de nos enfants. Au point parfois de ne plus en laisser aux livres et autres échanges oraux, qui font le sel de la relation humaine et aident au développement du langage. Clotilde Farcot, orthophoniste de métier, l'a souvent constaté dans sa pratique professionnelle, à Sainte-Tulle, au sein d'une maison de santé pluridisciplinaire.

Avec d'autres spécialistes réunis dans une association baptisée « Santé Tulle », elle a décidé en 2014 de proposer aux parents des ateliers de prévention autour du développement du langage et des capacités cognitives de leurs enfants âgés entre deux et cinq ans. Afin de faire de la prévention active et d'éviter l'installation d'un retard langagier ou développemental.

« Depuis que je suis orthophoniste, je travaille sur l'accompagnement parental en prévention, car on connaît l'importance de l'étayage des parents pour éviter l'installation des retards, explique Clotilde Farcot. Nous avons souhaité organiser un atelier parents-enfants pour développer les habiletés sociales, auprès d'un public de milieu socioculturel plutôt défavorisé. Nous avons envie de trouver les moyens pour stimuler le langage des enfants et remettre en lien les parents et les enfants ».

### Se construire autour du livre et du jeu

Ces ateliers collectifs gratuits sont animés conjointement par l'orthophoniste, la psychologue Charlotte Duke et parfois la

psychomotricienne. « Le but est de montrer aux parents qu'ils sont les acteurs principaux dans la progression du langage et des capacités de leurs enfants et qu'ils doivent rester vigilants pour les aider. En effet, plus les parents sont acteurs, moins les enfants risquent de présenter un retard socio-linguistique ».

Concrètement, les familles sont d'abord reçues pour un petit déjeuner convivial, puis individuellement par l'orthophoniste puis par la psychologue qui établit un bilan de départ. Elles sont invitées ensuite à participer aux trois ateliers. Le premier concerne une invitation à la lecture, avec une orthophoniste formée aux contes, Pascaline Roux.

« Après le récit d'un conte, des livres sont à disposition suivant différents thèmes, dans un endroit confortable avec des coussins. C'est un instant convivial avec les parents pour sensibiliser l'enfant au livre. Avec des collections abordables et des ouvrages que l'on a pris à la bibliothèque. On va passer entre les petits groupes, lire une histoire, discuter, en essayant de valoriser l'enfant et le parent, sur ce qu'il sait faire pour retrouver confiance et savoir-faire ».

La présence de la psychologue est précieuse et inhérente au bon déroulement des ateliers (bienveillance, écoute active...).

Le second est construit autour du jeu. Autour de jeux simples et pas très onéreux, jeux de construction, voitures, poupées, dinettes, pâte à modeler, feutres. L'orthophoniste travaille à partir de manipulations inspirées d'une des formations qu'elle



Charlotte Duke et Clotilde Farcot, de l'association Santé Tulle

a suivie qui permet de faire émerger le langage au travers du jeu, avec une psychomotricienne sur une coordination œil-main, Anaïs Jacquemain. « Ce n'est pas anodin de jouer et cela a un réel impact sur le développement. On travaille sur plusieurs aspects toujours dans le but de valoriser les parents et les enfants, rappelle Clotilde Farcot ».

### Les parents partent avec un livret

Le troisième atelier se déroule en cuisine autour de la réalisation d'une pâte sablée. « Avec les frères et sœurs aussi. Avec les parents, c'est l'occasion d'évoquer l'équilibre alimentaire, et l'importance du temps partagé autour des repas ».

À la fin des 4 temps, les parents reçoivent un livret de 12 pages, « Et si on jouait ensemble », rappelant les principes décou-

verts pendant les ateliers « pour aider son enfant à grandir, parler, jouer ». 14 familles ont été reçues à ce jour, avec un gros indice de satisfaction. Ils peuvent reprendre contact avec les professionnels, s'ils se trouvent en difficulté. ■

### Contact :

Clotilde Farcot,  
av. de la République,  
Sainte-Tulle,  
Tél. : 04 92 74 36 47,  
Mail : clotildefarcot@yahoo.fr

# Femmes enceintes / parents

## → « PAC’KIDS », une action qui cartonne

*Un programme d'éducation à la santé du CoDES 83 pour prévenir les accidents de la vie courante chez les enfants.*

Responsable de 4,5 millions de blessés, de près de 20.000 décès par an en France, toute population confondue, principale cause de mortalité chez les enfants de 1 à 4 ans, les accidents de la vie courante sont les « traumatismes non intentionnels » qui surviennent à la maison ou dans ses abords immédiats, à l'extérieur, dans un cadre scolaire, lors de la pratique sportive, pendant les vacances ou les loisirs.

Exposé à des risques qu'il n'a pas toujours les moyens de maîtriser (brûlure, chute, noyade, suffocation, incendie, intoxication...) l'enfant (et surtout s'il est âgé de moins de 6 ans), est particulièrement exposé du fait de son développement physique, sensoriel, psychomoteur et affectif.

En raison de son immaturité psychomotrice, de sa curiosité, de son sens du défi, de sa recherche d'autonomie et d'indépendance et de sa volonté de mimétisme du monde des adultes... l'enfant est une victime potentielle et privilégiée.

Compte tenu de ce contexte, le CoDES 83, financé pour ce projet par l'Agence régionale de santé PACA, a lancé dès 2012 une action de prévention spécifique pour les enfants de 3 à 6 ans, au sein d'écoles pré-élémentaires et d'accueils de loisirs sans hébergement (ALSH) du Var sur cette thématique de santé publique.

“Parce que l'enfant communique très bien et très tôt, parce que les comportements humains, l'environnement matériel et les circonstances d'un accident sont en constante interaction et parce que les stimulations affectives et psychologiques de son entourage lui permettent de se développer et d'être compétent, ce programme s'adresse à la fois aux enfants, aux parents et aux professionnels de la

petite enfance, explique Yannick Turmel, chargé de projets et d'ingénierie en promotion de la santé au CoDES 83”.

PAC’KIDS contribue au renforcement des compétences psychosociales et à la mise en œuvre de comportements favorables à la santé des jeunes enfants, par le développement de connaissances sur le thème des accidents de la vie courante.

Pour y arriver, sont mis en place :

- des temps de professionnalisation pour les équipes éducatives et soignantes

- 3 séances par groupe d'enfants en co-animation avec les professionnels devenus relais

- des temps d'échanges avec les parents afin d'améliorer leurs ressources personnelles et leurs connaissances sur la thématique.

“Nous travaillons avec divers outils pédagogiques et techniques d'animation en éducation pour la santé et nous élaborons des séances sur-mesure, en fonction des territoires ciblés plus vulnérables, en tenant compte des programmes scolaires ou des thèmes de vacances pour les accueils de loisirs. À l'issue, les professionnels sont outillés et les enfants sont capables de repérer une situation dangereuse, de connaître des gestes d'urgence en cas d'accidents, de savoir appliquer des règles de sécurité et prendre des décisions, de demander de l'aide, de travailler en équipe... L'idée est de préparer les enfants, au travers de ces ateliers ludiques, à la découverte du monde qui les entoure et à développer la confiance en soi. Avec les parents, on souligne les bénéfices d'un aménagement raisonné de l'appartement ou de la maison en valorisant les comportements d'anticipation et nous réfléchissons à renforcer la sécurité par typologie d'accidents en prenant en considération la variété des habitats et les



conditions socio-économiques des familles”.

En devenant autonomes, les compétences de l'enfant deviennent plus complètes mais de ce fait, il est exposé à des risques toujours nouveaux, qu'il convient d'identifier et si possible de prévenir.

**800 personnes sensibilisées  
dont 600 enfants / an**

D'une année sur l'autre, le CoDES 83 élabore de nouveaux partenariats et accompagne sur une année supplémentaire les structures déjà rencontrées pour poursuivre le travail avec d'autres enfants. “On consacre 6 heures par établissement en les outillant



et en les professionnalisant pour que PAC’KIDS perdure. Des outils pédagogiques, des conseils et des fiches d'activités sont construits. C'est une façon pour nous d'améliorer leur capacité à pérenniser l'action, à devenir autonome, c'est un transfert de compétences. Ils réalisent le programme d'abord avec nous, puis sans nous”.

Le projet a permis de toucher sur l'année scolaire 2015-2016, 776 personnes (571 enfants, 54 professionnels et 151 parents) au sein de 17 établissements. Cette année, l'action se poursuit avec la mise en place de nouveaux partenariats dans le but d'élargir le projet sur le département.

Le travail déjà réalisé dans les projets précédents a également permis de faire évoluer PAC’KIDS en intervenant au sein de crèches ou auprès de relais d'assistantes maternelles pour sensibiliser les enfants plus jeunes et les femmes enceintes.

“C'est ainsi une action qui marche très bien, parce qu'elle est sans doute unique dans ce qu'elle propose aux enfants et aux parents : un engagement collectif d'une famille dans la protection de soi et des autres”. ■

**Contact :**

CoDES 83,  
Yannick Turmel,  
La Garde, Tél. : 04 94 89 47 98

# Maladies chroniques

## → Un centre de ressources en éducation thérapeutique du patient

Le CRES développe ses activités sur la thématique de l'éducation thérapeutique du patient (ETP), en partenariat avec les CoDES de la région.

Région

Le comité régional d'éducation pour la santé (CRES PACA) s'est vu confier par l'ARS PACA la création et l'animation d'un centre de ressources en éducation thérapeutique du patient. Le centre de ressources propose désormais ses services à tout professionnel, soignant en ville ou à l'hôpital, représentant de patients, réseaux de soins, intervenant dans le champ de l'ETP...

Son activité s'articule autour de 4 services :

- **La veille documentaire**, ainsi que l'appui dans la recherche documentaire en ETP

- **Le conseil et l'accompagnement méthodologique** pour les acteurs de l'ETP, qui sera assuré par les 6 CoDES de la région, dans chacun des départements, en lien avec le CRES. Ce service comprend une analyse des besoins sur un territoire, l'accompagnement à la création, au suivi et à l'évaluation des porteurs de projet ETP. Les axes d'accompagnement des CoDES concernent : la connaissance de la réglementation, la rédaction du dossier d'autorisation ou de renouvellement, la construction des contenus pédagogiques, le choix des outils d'animation, l'orchestration des différentes étapes du programme, l'évaluation du programme, la communication, le partage des expériences, le développement d'un réseau de partenaires. Pour les contacter, voir ci-dessous.

- **L'innovation**, via le développement de l'ETP en région, au travers de l'animation par le CRES de groupes de

travail et de réflexion. Le premier groupe de travail porte sur le lien entre les programmes d'ETP et le médecin traitant.

- **L'animation régionale des acteurs** de l'ETP, avec l'organisation de deux séminaires par an. Le premier qui s'adressait aux coordonnateurs des programmes d'ETP de la région a eu lieu le 14 mars 2017 à Aix-en-Provence sur les thèmes de l'évaluation et de la littérature. Le second, un séminaire thématique, est prévu en octobre prochain.

Cette nouvelle activité de centre de ressources a pour objectif de soutenir la dynamique de l'ETP en région, au service de la politique régionale de santé. ■

### Promotion des programmes d'ETP de la région : bilan de la campagne web

Pour la deuxième année consécutive, le CRES PACA a lancé à la rentrée 2016 une campagne de communication pour améliorer la visibilité des quelque 300 programmes d'éducation thérapeutique du patient de la région.

Financée par l'ARS, la campagne « Je participe à un programme d'ETP, et ma maladie est plus légère à porter » s'adresse aux malades chroniques et aux professionnels de santé de la région.

Elle s'est traduite par la création d'un site internet grand public pour trouver le programme d'ETP adapté à sa maladie et proche de chez soi : [etap.paca.ars.sante.fr](http://etap.paca.ars.sante.fr)

Par un plan media avec diffusion d'un spot radio sur Radio Nostalgie, Chérie FM ou Alpes 1, et la diffusion de messages publicitaires sur Internet.

Pour le web, au dernier trimestre 2016, les messages publicitaires ont été affichés près de 160.000 fois sur Youtube (l'annonce, ou pré-roll, apparait en amont d'une sélection de vidéos), plus de 3 millions de fois sur Google Display (la publicité s'affiche sur une sélection de sites web dédiés à la santé), et plus de 65.000 fois sur Google Adwords (la publicité s'affiche en tête des résultats de recherche des internautes). Avec des taux de visionnage et des taux de clic supérieurs à la moyenne, la campagne digitale enregistre de bons résultats en termes de visibilité, et a un impact sensible sur les statistiques de connexion au site ETaP.

Sans oublier la création d'affiches et de brochures pour les médecins, infirmiers, pharmaciens... réalisés en partenariat avec l'Ordre des Infirmiers, l'Assurance maladie, les Ordres professionnels, les URPS... Documents qui peuvent être demandés au CRES.

Plus d'informations sur le site du CRES [www.cres-paca.org](http://www.cres-paca.org)



Vos contacts			
<b>Région</b>	• Pierre Sonnier • Benoit Saugeron	<a href="mailto:pierre.sonnier@cres-paca.org">pierre.sonnier@cres-paca.org</a> <a href="mailto:benoit.saugeron@cres-paca.org">benoit.saugeron@cres-paca.org</a>	04 91 36 56 95
<b>Alpes de Haute-Provence CoDES 04</b>	• Laurence D'Auribeau • Émilie Demond	<a href="mailto:ldauribeau@codes04.org">ldauribeau@codes04.org</a> <a href="mailto:edemond@codes04.org">edemond@codes04.org</a>	04 92 32 61 69
<b>Hautes-Alpes CoDES 05</b>	• Alexandre Nozzi • Laurence Sauvignet	<a href="mailto:alexandre.nozzi@codes05.org">alexandre.nozzi@codes05.org</a> <a href="mailto:laurence.sauvignet@codes05.org">laurence.sauvignet@codes05.org</a>	04 92 53 58 72
<b>Alpes-Maritimes CoDES 06</b>	• Chantal Patuano • Sandra Bonnet	<a href="mailto:cpatuano@codes06.org">cpatuano@codes06.org</a> <a href="mailto:sbonnet@codes06.org">sbonnet@codes06.org</a>	04 93 18 80 78
<b>Bouches-du-Rhône CoDEPS 13</b>	• Christophe Porot	<a href="mailto:direction@codeps13.org">direction@codeps13.org</a>	04 91 81 68 49
<b>Var CoDES 83</b>	• Laurence Pallier • Marion Le Sciellour	<a href="mailto:l.pallier@codes83.org">l.pallier@codes83.org</a> <a href="mailto:m.lesciellour@codes83.org">m.lesciellour@codes83.org</a>	04 94 89 47 98
<b>Vaucluse CoDES 84</b>	• Charlotte Ribard	<a href="mailto:charlotte.ribard@codes84.fr">charlotte.ribard@codes84.fr</a>	04 90 81 02 41

# Personnes vulnérables

## → PRESANTES, une recherche-action pour un réseau santé précarité

*Ce programme conjoint de recherche et d'actions pilotes doit permettre d'agir sur les déterminants de la santé pour l'accès aux soins des plus démunis.*

Depuis longtemps, les élus, responsables d'associations ou décideurs de politiques publiques tentent de favoriser l'accès aux soins des plus démunis. Les constats globaux mettent en lumière les inégalités de santé dans notre société et questionnent les différences d'état de santé selon le statut social.

Mais la prise en compte des difficultés rencontrées pour se soigner et prendre soin de soi, quand on est occupé toute la journée à satisfaire des besoins fondamentaux, comme manger, dormir ou se laver reste largement insuffisante.

Pour tenter d'y remédier, des équipes de chercheurs en sciences sociales pour la plupart, ont été mandatées pour décrire les parcours et attentes des personnes sans abri et ainsi aider à l'élaboration d'actions adaptées à ces populations spécifiques.

C'est le cas d'un programme baptisé PRESANTES - pour un réseau santé-précarités - qui a démarré en janvier 2016 sur le territoire marseillais.

Ce programme de recherche-action-formation vise à articuler trois actions de natures distinctes : une recherche anthropologique sur les trajectoires de soins des personnes sans abri, un séminaire de restitution à destination des professionnels de première ligne et l'accompagnement d'une consultation spécifique de médecine générale à l'Hôpital Européen de Marseille.

Cyril Farnarier, chercheur au Laboratoire de Sciences Sociales Appliquées et coordinateur du programme PRESANTES, explique que celui-

ci fait suite à une première enquête, financée par l'ARS et portée conjointement par l'AP-HM et l'UMI 3189 du CNRS, appelée enquête TREPASAM (Trajectoire de soins des personnes sans abri à Marseille). *« Cette première enquête, menée en 2013-2014 auprès de 129 personnes sans abri a permis de montrer que si la vie dans la rue affecte directement la santé physique et mentale des personnes, elle vient aussi transformer leur rapport au corps et donc aux soins et à la santé. Les données, exclusivement déclaratives, qui ont été recueillies montrent aussi les nombreux éléments qui viennent entraver les recours aux soins et leur analyse a permis d'identifier d'autres éléments qui, à l'inverse, déclenchent une quête de soin et permettent un premier recours ».*

### Recherche sur les trajectoires de soins

En partenariat avec la coordination du réseau ASSAB (Accès aux Soins des Sans Abri) une suite à cette première enquête a été élaborée. Réalisée par la même équipe de recherche<sup>(1)</sup>, le programme est cette fois financé par l'ARS et le fond de dotation Solimut et hébergé par l'Hôpital Européen de Marseille. Ce programme PRESANTES vise alors à poursuivre la recherche sur les trajectoires de soins tout en allant plus loin dans l'action concrète et la collaboration avec les professionnels de terrain.

Ainsi, aux données déclaratives recueillies auprès des personnes vient s'adjoindre l'observation directe des situations de rencontre soignant/

soigné, le suivi au jour le jour de trajectoires de soins en train de se faire et le recueil de la parole des soignants. Cette première année fut avant tout consacrée à construire des relations de confiance avec des personnes sans abri afin de les suivre pas à pas tout au long de leurs démarches de soins.

Pour ce qui est de la consultation spécifique de l'Hôpital Européen, celle-ci fonctionne sur la base d'une convention signée avec l'accueil de nuit Saint-Jean de Dieu et une autre convention a été signée avec le CHRS Hospitalité pour les femmes. Si l'année 2016 a vu s'accumuler les contraintes organisationnelles, administratives et techniques propres aux structures qui la portent, cette consultation devrait pouvoir atteindre un rythme de croisière dans l'année 2017.

Enfin, il semblait crucial d'améliorer la diffusion des résultats de la recherche et son appropriation par les professionnels et bénévoles du champ de la grande précarité. Des échanges réguliers entre chercheurs et acteurs de terrain sont pour cela nécessaires tout au long du processus de recherche. Il est donc proposé aux structures partenaires du réseau ASSAB (les accueils de jour et de nuit de Marseille, les PASS, Médecins du Monde, etc.) de participer à des séminaires de restitution.

Deux séances ont déjà eu lieu. *« On s'est engagé à faire une restitution à tous les acteurs du réseau ASSAB. Dans ces séminaires, on a expliqué comment nous travaillions, et nous nous sommes attachés à expliciter notre grille de lecture en tant*

*qu'anthropologue et ce à quoi elle pourrait servir. Ainsi on a pu travailler sur le terme de « renoncement aux soins », qui malgré son usage institutionnel et administratif ne correspond pas à grand-chose sur le terrain ». Car en réalité, il s'agit généralement de choix économiques rationnels et contraints...*

À la fin de cette expérience, en janvier 2018 (si le financement le permet), une vingtaine de personnes auront été suivies par l'équipe de chercheurs, avec une multitude de données très intéressantes sur leurs trajectoires de soin. *« On va maintenant accroître le recueil de données par entretiens tout en poursuivant le travail sur les représentations de la santé et du soin chez les patients comme chez les professionnels ».*

Si tout se passe bien, un colloque de présentation des résultats de cette recherche et d'autres menées sur le même terrain, devrait se tenir en janvier 2018. ■

(1) Mattéo Fano et Carlotta Magnani (doctorants en anthropologie à l'EHESS), Cyril Farnarier (LaSSA) et Yannick Jaffré (CNRS, UMI 3189)

**Contact :**  
Cyril Farnarier,  
réseau Presantes,  
Hôpital européen,  
Tél. : 04 13 42 70 23  
cyril.farnarier@gmail.com

# Population générale

## → Moi(s) sans tabac, les chiffres-clés de la première édition

Pour sa première édition en novembre dernier, la campagne nationale de lutte contre le tabagisme "Moi(s) sans tabac" a enregistré la participation de plus de 180.000 fumeurs, dont 13.447 en région PACA qui ont accepté de relever le défi. Voici les chiffres-clés de cette opération inédite, pilotée par Santé publique France, relayée en PACA par l'ARS et le CRÉS, et qui sera reconduite en 2017.

Région

**1 mois** c'est le temps nécessaire au fumeur pour voir disparaître les symptômes de sevrage liés à la dépendance physique, ce qui multiplie par 5 ses chances d'arrêt définitif.

**15.600** c'est le nombre d'appel reçus au 39 89 de Tabac info service en octobre-novembre, multiplié par deux par rapport à la même période 2015.

**72.000** c'est le nombre de fumeurs conseillés via Tabac info service.

**17.592** c'est le nombre de pharmacies qui ont participé à l'opération en France.

**637.000** c'est le nombre de kits d'aide à l'arrêt qui ont été diffusés en France.

Dans son tableau de bord mensuel de janvier 2017, l'Observatoire français des drogues et toxicomanies a enregistré une baisse légère des ventes de tabac en novembre 2016 (-3,1% pour les cigarettes par rapport à novembre 2015, et -9,1% pour le tabac à rouler); ainsi qu'une hausse sensible des ventes de traitement d'aide au sevrage tabagique (+28%), des consultations de tabacologie (+24,4%) et des appels à tabac info service.



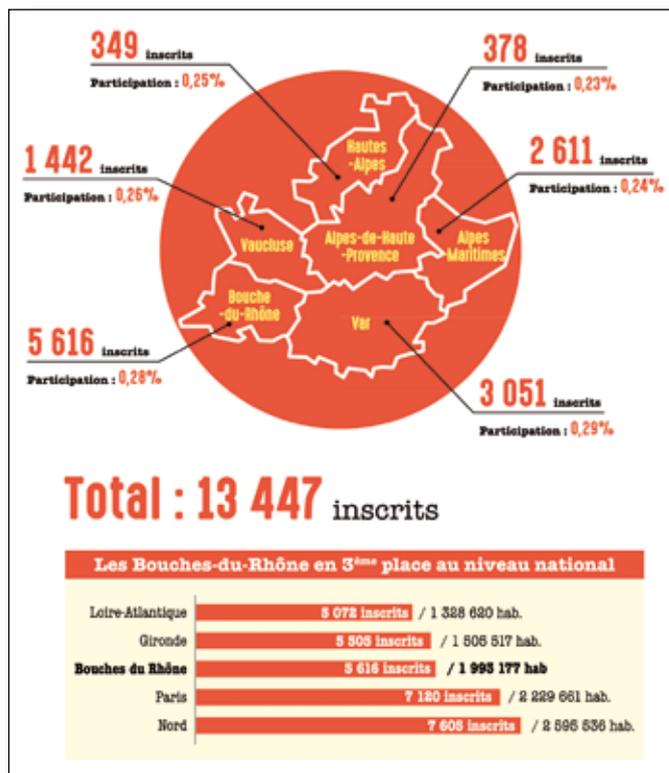
ArcelorMittal, Fos-sur-Mer



Fondation de Nice, Nice



Centre Hospitalier Édouard Toulouse, Marseille



Les inscriptions par département de PACA

**13.447** c'est le nombre de fumeurs de la région PACA qui ont participé à l'opération Moi(s) sans tabac.

**228** c'est le nombre d'actions mises en œuvre en région pour relayer la campagne : des actions de communication et de sensibilisation des publics, d'organisation de défis sportifs, d'écoute et d'orientation, de consultations de sevrage tabagique.

**120** c'est le nombre de partenaires qui se sont mobilisés pour relayer Moi(s) sans tabac en région PACA : établissements de santé, associations, institutionnels, collectivités, entreprises ...



Oscars Moi(s) sans tabac recense et valorise les actions menées par toutes les régions de France à l'occasion de l'opération, dont les 228 mises en œuvre en région PACA.

**Contact :**  
Marion Vallarino, CRES PACA - Tél. : 04 91 36 56 95

## Jean-Jacques Coiplet, une vie au service des autres !

*Le nouveau Directeur régional et départemental de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale Provence-Alpes-Côte d'Azur (DRDJSCS) souhaite au travers de toutes ses missions, renforcer le lien social et l'action publique.*



### Parcours



Jean-Jacques Coiplet a été nommé fin 2016 Directeur régional et départemental de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale Provence-Alpes-Côte d'Azur, après avoir occupé le poste de directeur de l'ARS en Corse pendant 5 ans. Il s'agit, pour lui, d'un retour aux sources en Provence, aux côtés de sa famille, puisqu'après plusieurs missions à Mayotte, puis dans l'est de la France, le fonctionnaire avait posé ses valises à Marseille, d'abord comme directeur de la DDASS des Bouches-du-Rhône, puis comme directeur de la santé publique et environnementale de l'ARS PACA. "J'ai toujours travaillé au service des autres", avoue-t-il dans un sourire.

**L**e jeune Drômois a su très tôt, alors qu'il n'était qu'au collège, qu'il se destinait à travailler dans le secteur sanitaire et social. Sa détermination a puisé ses sources dans l'histoire familiale. Avec un papa directeur d'hôpital et une maman « soignante », Jean-Jacques Coiplet a baigné dès sa plus tendre enfance dans ce milieu et ses valeurs du « prendre soin ».

#### Une logique dans ce parcours professionnel !

Après ces missions menées directement au cœur des politiques publiques de santé, il a pu poursuivre dans ce sens, avec la lourde tâche de s'occuper des personnes les plus en difficulté, des jeunes mais aussi de la politique en faveur du développement du sport, qui est une politique en tant que telle. "Dans cette Direction, explique-t-il, nous mettons en œuvre, sous l'autorité du préfet et des autorités ministérielles en charge des affaires sociales, de la jeunesse et des sports, les politiques de l'État dans ce domaine. J'ai accepté ce poste, poursuit-il, parce que cela me permettait de poursuivre mon investissement pour l'État, sur des missions relevant du social en lien avec la santé, de la jeunesse et de l'éducation populaire, du sport en lien avec des déterminants forts. Et puis cela me permet aussi de contribuer à permettre l'accès aux soins pour celles et ceux qui en sont le plus éloignés, des populations en grande précarité, des personnes en situation de handicap..."

Le volet social de cette direction régionale et départementale est important : "Nous avons comme responsabilité d'agir pour prévenir et réduire les situations de précarité de personnes en grande difficulté. Nous avons un rôle en matière d'hébergement d'urgence et accompagné, de mise à l'abri, d'accompagnement vers l'emploi, avec les associations et les collectivités locales qui œuvrent sur le terrain, tout comme l'accueil des migrants avec le déploiement de mesures d'accueil et d'insertion". Jean-Jacques Coiplet ajoute comme une évidence : "Il y a une logique d'accompagnement, de soutien et recherche de l'autonomie dans ces parcours de vie".

#### Des politiques publiques pour améliorer la vie des gens.

Logique aussi d'ailleurs cette envie de s'investir auprès de la jeunesse et des politiques sportives. "Je suis heureux d'œuvrer dans ces secteurs, car ce sont des sujets qui font partie de la vie. La DRD met en œuvre des politiques publiques qui servent à améliorer la vie des gens".

À titre d'illustration, la DRDJSCS pilote sur le territoire le dispositif SESAME, pour les jeunes des quartiers en politique de la Ville, ou le déploiement du service civique. "Cela marche bien en PACA, puisque nous allons atteindre le nombre de 5000 jeunes en 2016 sur 100.000 au niveau national, que nous accompagnons, avec nos partenaires, dans un engagement citoyen".

Et au niveau sportif, "nous allons élaborer un schéma régional de développement du sport, du sport pour tous, comme pour les sportifs de haut niveau, afin de valoriser et de développer cette politique publique en PACA et dans chacun de ses territoires, sous toutes ses facettes, sport et santé, sécurisation de la pratique sportive, tourisme sportif, sport et citoyenneté, sport de haut niveau... C'est aussi un vecteur d'expression et de valorisation des valeurs de notre République".

Cette Direction s'occupe de formation, notamment dans le secteur paramédical, social, sportif et de l'animation. "Plus de 10.000 diplômes sont délivrés chaque année par la DRD". Plus de 500 agents travaillent dans ces services de l'État, au niveau régional et dans chaque département, pour servir les missions du réseau jeunesse, sport et cohésion sociale avec un seul but : renforcer le lien social. "Notre action n'a de valeur que si elle se situe au plus près des attentes et des besoins des usagers, au service des personnes. Pour moi, c'est un concept de la politique publique noble, qui est le sens véritable de notre action". ■

# Au Microscope

## Union Régionale des Professionnels de Santé (URPS) Pharmaciens PACA



### Composition du Bureau :

**Président :**

**Michel Siffre,**

*Pharmacien, Bandol (83)*

**Vice-présidente :**

**Félicia Ferrera,**

*Pharmacienne, Allauch (13)*

**Secrétaire générale :**

**Françoise Pasquali,**

*Pharmacienne, Toulon (83)*

**Secrétaire général adjoint :**

**Philippe Van de Wielle,**

*Pharmacien, Saint-Saturnin-les-Avignon (84)*

**Trésorier :**

**Thierry Desruelles,**

*Pharmacien, Marseille (13)*

**Trésorier adjoint :**

**Jean-Marie Soyer,**

*Pharmacien, Nice (06)*

**Élu(e)s (Docteurs en pharmacie) :**

**Valérie Ollier de Lecluse, Marseille (13)**

**François Prevete, La Valette (83)**

**Laurence Cassarino, Le Rove (13)**

**Philippe Compte, Digne-les-Bains (04)**

**Emmanuel Luthringer, Forcalquier (04)**

**Jean-Luc Fubiani, La Roche des Arnauds (05)**

**Erwan Braud, Nice (06)**

**Didier Rodde, Golfe Juan (06)**

**Audrey Pierangeli, Avignon (84)**

**Chargées de mission – secrétariat :**

**Isabelle Ledroit / Anne-Cécile Sibut,**

**Chantal Migone, assistante de direction**

### Contact :

URPS Pharmaciens PACA (siège)  
37-39 boulevard Vincent Delpuech, 13006 Marseille  
Tél. : 09 67 17 95 44 - Fax. : 04 86 010 020

## Actualités

### ► “Quand maman respire, bébé aussi !”

Une série de 3 réunions en ligne (ou webinaires), consacrées à la qualité de l'air au domicile des femmes enceintes, a été organisée en mars par le CRES PACA et ses partenaires : « Quand maman respire, bébé aussi! ».



Ces réunions étaient animées en direct sur Internet par des professionnels de l'environnement, de la santé et de la petite enfance. Elles avaient pour objectif d'informer les femmes enceintes et les mères de jeunes enfants de la région sur les différents polluants de l'habitat, leur faire prendre conscience de leur exposition et leur permettre d'adopter des comportements plus sains.

La première réunion avait pour thème « Préparer la chambre pour bébé », la deuxième « La maison au quotidien » et la troisième « Se détendre chez soi ».

Ces réunions en ligne sont des temps d'informations et d'échanges organisés sur Internet, qu'il est possible de suivre depuis son ordinateur, sa tablette ou son smartphone. Le participant assiste à la présentation de l'animateur et peut lui poser des questions par écrit.

Elles étaient proposées dans le cadre du projet « Pour une meilleure qualité de l'air au domicile des femmes enceintes et de leurs enfants » du CRES PACA, financé par l'Institut National du Cancer, et mené en partenariat avec Air PACA, Conseil Habitat Santé et Ecoformation 84.

L'intégralité des réunions est à retrouver sur le site Internet du CRES. <http://www.cres-paca.org/a/390/>

#### Contact :

Élodie Pétaud

Tél. : 04 91 36 56 95

[elodie.petard@cres-paca.org](mailto:elodie.petard@cres-paca.org)

### ► Un colloque sur les jardins thérapeutiques le 30 juin 2017

Le CRES organise le 30 juin prochain à Marseille un colloque intitulé « Créer un jardin pour accompagner le soin », en partenariat avec l'ARS PACA, destiné aux personnels des établissements sanitaires et sociaux de la région.

Les thèmes au programme : l'intérêt du jardin au sein des établissements de soins, à quoi ressemble un jardin thérapeutique, les précautions sanitaires et environnementales pour la réussite d'un jardin thérapeutique, les différentes animations qui participent au soin, ainsi que des retours d'expériences sur la création de jardins thérapeutiques adaptés à différents types de patients (psychiatriques, vieillissants, polyhandicapés, enfants...).

Par ailleurs, les établissements sanitaires et sociaux intéressés ont jusqu'au 15 avril pour proposer des posters afin de présenter leurs réalisations de jardins thérapeutiques.

**Programme et inscriptions (gratuites mais obligatoires) sur le site [www.cres-paca.org](http://www.cres-paca.org)**

### ► Les communautés de pratiques du CRES PACA

Le CRES vient de mettre en place une communauté de pratiques pour les acteurs de différents projets menés en région PACA. Cela peut se définir comme un lieu d'échanges sur Internet pour communiquer sur ses pratiques,



partager des connaissances et des problématiques, engager des discussions et interagir avec ses pairs. La communauté est proposée aux acteurs de l'ETP, des ateliers santé ville (dont le CRES assure l'animation régionale), mais aussi aux acteurs impliqués dans 3 programmes en cours : prévention de la crise suicidaire, Opticourses, et prévention des risques auditifs.

Y participer permettra de suivre l'actualité de la thématique et du projet, de réagir, mais aussi de proposer et publier des actions, des outils, des manifestations.

La participation aux communautés de pratiques se fait sur invitation du CRES aux personnes impliquées dans ces projets.

#### Contact :

Stéphanie Marchais

Tél. : 04 91 36 56 95,

[stephanie.marchais@cres-paca.org](mailto:stephanie.marchais@cres-paca.org)

### ► Séances de sensibilisation à la contraception et à l'IVG

Le CRES et le Conseil régional poursuivent en PACA l'organisation de séances de sensibilisation des professionnels-relais au dispositif régional d'accès à la contraception pour tous.



Ce dispositif, depuis 2013, vise à faciliter l'accès à la contraception des jeunes de moins de 26 ans, avec notamment le chéquier Pass Santé jeunes.

Les séances d'une demi-journée s'adressent aux professionnels en contact avec les jeunes, médecins, pharmaciens, infirmiers, conseillers en économie sociale et familiale, animateurs, conseillers en insertion, conjugaux et familiaux, éducateurs, médiateurs...

Depuis le début de l'année, les séances ont eu lieu à Digne-les-Bains, d'autres sont prévues à Nice, Marseille et Toulon. Elles s'articulent autour d'informations sur la contraception, l'IVG et les structures relais pour orienter les jeunes, la présentation du Pass santé jeunes, du site [parlons-ici.org](http://parlons-ici.org) du Planning familial et de temps d'échanges.

#### Contact :

Marion Vallarino,

Tél. : 04 91 36 56 95

[marion.vallarino@cres-paca.org](mailto:marion.vallarino@cres-paca.org)

# Espace CRES

## Le pôle régional de compétences en éducation et promotion de la santé

### Les besoins de formation des acteurs de la région

En juin 2016, le pôle régional de compétences lançait auprès des acteurs de la région une grande enquête pour recueillir leurs attentes et besoins en matière de formation et d'échanges de pratiques en éducation et promotion de la santé.

Plus de 670 professionnels, issus majoritairement du champ associatif, de l'éducation nationale et des collectivités, ont répondu à cette enquête.

Les attentes des professionnels sur les thématiques et les publics à aborder dans le cadre d'ateliers de découverte d'outils ou d'échanges de

pratiques sont en priorité : les publics adultes, adolescents et en situation de vulnérabilité socio-économique, les compétences psychosociales, la santé psychique ou encore les conduites addictives.

Pour répondre à ces attentes, le pôle de compétences propose son catalogue de formation 2017 : plus de 50 formations organisées sur l'ensemble du territoire régional par le réseau des 7 comités d'éducation pour la santé.

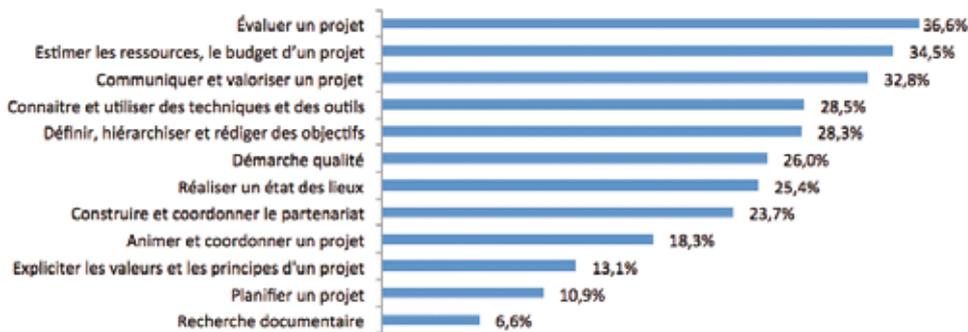
Financées par Santé publique France, ces formations s'adressent à l'ensemble des ac-

teurs de l'éducation, du sanitaire et du social de la région. Elles sont gratuites pour les participants. — ■

Voir le catalogue et s'inscrire : [www.cres-paca.org](http://www.cres-paca.org)



### Les besoins des professionnels en méthodologie de projets



### 3 ans de bilan du pôle de compétences



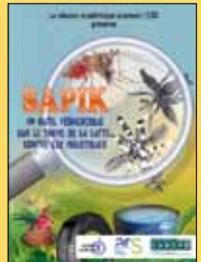
Le 26 janvier dernier, le pôle de compétences a organisé une journée pour présenter les éléments de bilan de ces trois dernières années.

Le CRES PACA, les partenaires opérationnels du pôle, l'ARS et ses délégations territoriales ainsi que Santé publique France (25 partenaires présents au

total) ont échangé sur le bilan d'activité régional et sa déclinaison dans les territoires. — ■

### Outil pédagogique

**Sapik, un outil pédagogique sur le thème de la lutte contre les moustiques**



Ce DVD-Rom est à destination des enseignants et des élèves des trois cycles de l'enseignement primaire. Il est

issu d'une expérimentation menée avec des enseignants et des élèves du pôle Grande-Terre Sud de la Guadeloupe, avec le concours de professionnels de l'ARS Guadeloupe, d'experts du Rectorat (médecin, infirmier, inspecteur hygiène et sécurité) et de conseillers pédagogiques.

Il présente des documents tels que des séquences filmées en classe, étayées des fiches pédagogiques détaillées correspondantes (séquences et séances), des films documentaires de l'ARS et d'un «Didapages» téléchargeable et interactif.

Didapages est un logiciel qui permet de créer simplement des livres multimédias et interactifs composés de textes, images, sons et vidéos ainsi que de QCM et exercices divers. La particularité de ces livres réside surtout dans le fait que les élèves ont la possibilité d'effectuer les exercices sur ce même livre puis d'y visualiser les corrections.

#### Référence :

*Sapik. Un outil pédagogique sur le thème de la lutte contre les moustiques, Nadine Christon, Académie Guadeloupe-mission académique sciences / EDD, Canopé académie de Guadeloupe, ARS Guadeloupe Saint-Martin Saint-Barthélémy, 2017*

## Littératie et santé

Voici une sélection d'ouvrages disponibles au CRES PACA sur ce thème

**Contacts :** Ces ouvrages et articles sont disponibles auprès des documentalistes du CRES PACA : Gaëlle Lhours, Stéphanie Marchais, Nathalie Cornec  
Tél. 04 91 36 56 95 - mail : cres-paca@cres-paca.org  
Accueil du public du lundi au vendredi de 13h00 à 17h00.

❖ **Y a-t-il des liens entre la littératie et la santé ? Ce que montrent les résultats québécois de l'enquête internationale sur l'alphabétisation et les compétences des adultes, 2003**



**BERNECHE Francine, TRAORE Issouf**

Réf. : *Zoom santé, s.d., 4 p.*

La littératie peut être définie comme « l'aptitude à comprendre et à utiliser l'information écrite dans la vie courante, à la maison, au travail et dans la collectivité en vue d'atteindre des buts personnels et d'étendre ses connaissances et ses capacités ». Cet article vise à analyser des compétences en littératie au Québec par la prise en compte de facteurs touchant la santé. Après une brève description des mesures utilisées, un profil général de la population de 16 à 65 ans est dressé. Suivent une analyse des compétences en littératie selon l'état de santé physique et une comparaison des résultats entre provinces. Pour terminer, un examen de la situation particulière des personnes âgées est présenté.

[www.stat.gouv.qc.ca/statistiques/education/alphabétisation-littératie/zoom\\_sante\\_littératie\\_nov07.pdf](http://www.stat.gouv.qc.ca/statistiques/education/alphabétisation-littératie/zoom_sante_littératie_nov07.pdf)

❖ **Vision d'une culture de la santé au Canada. Rapport du Groupe d'experts sur la littératie en matière de santé**



**ROOTMAN Irving, GORDON-EL-BIHET Deborah**

Réf. : *Association canadienne de santé publique, 2008, 54 p.*

Le groupe d'experts sur la littératie en matière de santé de l'association canadienne de santé publique a analysé la nature et la portée de la littératie en santé au Canada et fait le point sur les obstacles et les interventions en cours. L'illettrisme en santé est associé à une mauvaise santé, et le groupe juge que la situation au Canada est critique. Le groupe recommande une stratégie coordonnée à l'échelle nationale pour améliorer les niveaux de littératie en santé et aider les gens à composer avec les exigences des systèmes de santé et de l'information sanitaire.

[www.cpha.ca/uploads/portals/h-l/report\\_f.pdf](http://www.cpha.ca/uploads/portals/h-l/report_f.pdf)

❖ **La littératie en santé : comprendre l'incompréhension**



**DUPIUS Pascale**

Réf. : *Education santé, n° 309, 2014-03, pp. 8-10*

[www.educationsante.be/article/la-littératie-en-santé-comprendre-lincompréhension/](http://www.educationsante.be/article/la-littératie-en-santé-comprendre-lincompréhension/)

❖ **Littératie en santé. Mise à jour octobre 2016**

Réf. : *Cultures & santé asbl, 2016-10, 32 p.*

Ce document propose des ressources touchant à la littératie en santé centrées sur des réalisations concrètes passées ou à venir. Des récits d'action et de projets, belges ou étrangers y sont répertoriés, de même que plusieurs guides pour l'action, complétés par de nombreux outils pédagogiques adaptés aux adultes. De manière complémentaire, une sitographie répertorie les sites d'acteurs de référence en matière de littératie en santé. Chacune des notices bibliographiques comporte des mots-clés décrivant le contenu du document. Quand celui-ci est en ligne, un lien Internet permet d'y accéder directement.

[www.google.fr/search?q=+litt%C3%A9ratie+en+sant%C3%A9+asbl&ie=utf-8&oe=utf-8&client=firefox-b&gfe\\_rd=cr&ei=rrijCWNaBnU8geNqYZg](http://www.google.fr/search?q=+litt%C3%A9ratie+en+sant%C3%A9+asbl&ie=utf-8&oe=utf-8&client=firefox-b&gfe_rd=cr&ei=rrijCWNaBnU8geNqYZg)



❖ **Conseil pratique. Littératie en santé dans le centre de médecine de famille**

**MACLEAN Cathy**  
Réf. : *Collège des médecins de famille du Canada, 2016-05, 18 p.*

La littératie en santé est définie comme la capacité d'une personne à trouver, à comprendre, à évaluer et à communiquer l'information concernant sa propre santé. Les objectifs de ce guide sont : améliorer la communication entre le médecin et les patients et mettre l'accent sur les compétences qui touchent la littératie en santé ; accroître l'utilisation des outils d'évaluation de la littératie en santé ; utiliser des modèles de littératie en santé afin de réduire l'écart entre l'information sur la santé et la compréhension d'un patient ainsi que sa volonté de changer de comportement ; aider les médecins à évaluer, à recommander et à fournir des ressources qui correspondent aux besoins des patients en matière de littératie.

[www.patientsmedicalhome.ca/files/uploads/BAG\\_Literacy\\_FRE\\_May16\\_web.pdf](http://www.patientsmedicalhome.ca/files/uploads/BAG_Literacy_FRE_May16_web.pdf)



❖ **Exemples de mise en application de la littératie en santé**

Réf. : *Association canadienne de santé publique, 2014-05, 26 p.*

Ce document décrit des actions menées en faveur de la population canadienne pour améliorer le niveau de littératie des personnes. Chacun des huit exemples comprend un résumé qui relie les activités aux quatre domaines de littératie en santé mentionnés dans la définition canadienne : accéder, comprendre, évaluer et communiquer.

[www.cpha.ca/uploads/progs/literacy/exemples\\_f.pdf](http://www.cpha.ca/uploads/progs/literacy/exemples_f.pdf)



❖ **La littératie en santé : d'un concept à la pratique. Guide d'animation**

Réf. : *Cultures & santé asbl, 2016, 83 p.*

Ce guide aborde la littératie en santé. Ce concept désigne la capacité d'accéder, de comprendre, d'évaluer et d'appliquer l'information de manière à promouvoir, à maintenir et à améliorer sa santé et celle de son entourage dans divers milieux au cours de la vie. La première partie de ce guide entend fournir des repères pour comprendre ce qu'est la littératie en santé. La seconde partie présente 11 pistes d'animation permettant de renforcer la littératie en santé des membres d'un groupe.

[www.cultures-sante.be/component/phocadownload/category/22-pdf-ps-2016.html?download=226:la-littératie-en-santé-d-un-concept-a-la-pratique](http://www.cultures-sante.be/component/phocadownload/category/22-pdf-ps-2016.html?download=226:la-littératie-en-santé-d-un-concept-a-la-pratique)



❖ **Littératie et santé au cœur de l'identité culturelle québécoise**

**JALBERT Yves G.**

Réf. : *ASPQ Editions, 2016-08, 36 p.*

Ce document a pour objectif de démontrer l'enjeu de la littératie en santé pour l'élaboration de la politique culturelle du Québec. La littératie est entendue comme la "capacité à comprendre, à interpréter, communiquer et résoudre des problèmes". Ce mémoire dresse un portrait du niveau de littératie en santé au Québec et propose des pistes pour l'améliorer.

[www.aspq.org/uploads/pdf/57c5d289507e0littératie-et-santé-au-coeur-de-l-identite-culturelle-quebecoise-20160830.pdf](http://www.aspq.org/uploads/pdf/57c5d289507e0littératie-et-santé-au-coeur-de-l-identite-culturelle-quebecoise-20160830.pdf)



❖ **Pour qu'on se comprenne ! Précautions et littératie en santé. Guide pour les professionnels et communicateurs en santé**

**LEMIEUX Valérie, MOUAWAD Randala, CHARIER Marie-Dominique (et al.)**

Réf. : *Agence de la santé et des services sociaux de Montréal-Québec, 2013, 61 p.*

Ce guide s'inscrit dans un axe prioritaire de l'Agence de la santé et des services sociaux de Montréal, qui vise à réduire les écarts systématiques de santé entre les groupes de population, notamment à travers la capacité de trouver, de comprendre, d'évaluer et d'utiliser l'information disponible afin de maintenir ou d'améliorer son état de santé (littératie). Le document a pour objectifs de sensibiliser les professionnels, de favoriser une meilleure compréhension des enjeux de littératie et de fournir du soutien dans l'élaboration de matériel de communication adapté à la population.

[www.santecom.qc.ca/bibliothequevirtuelle/Montreal/9782896733231.pdf](http://www.santecom.qc.ca/bibliothequevirtuelle/Montreal/9782896733231.pdf)



# Les écrits

## De la recherche à l'intervention : transfert des outils et des activités Opticourses pour mener des ateliers sur alimentation et petit budget en région PACA

Un article de **Hind Gaigi**, chef de projet, **Christophe Dubois**, nutritionniste et **Nicole Darmon** Responsable scientifique du projet Opticourses, Marseille

**Opticourses (www.opticourses.fr) est passé en 6 ans par une étude de faisabilité, une recherche interventionnelle et une étude de transférabilité. Cette dernière a été coordonnée par le CRES PACA, entre 2014 et 2016, en lien avec les concepteurs du projet, avec un financement de l'ARS PACA.**

Cet article présente l'étude sur les conditions de transférabilité d'Opticourses en PACA et ses conclusions.

### Rappel:

La recherche interventionnelle Opticourses avait pour objectif de montrer qu'il est possible d'améliorer les capacités d'arbitrage en situation d'achat alimentaire de personnes déclarant devoir faire face à des difficultés financières, en tenant compte de la qualité nutritionnelle et du prix des aliments (Lesturgeon et al., 2013).

Cette recherche a été financée pour deux ans par l'INCa (2012-2014), sur la base de deux études de faisabilité financées par l'ARS PACA (2010-2012). La coordination scientifique a été assurée par Nicole Darmon (chercheur INRA, UMR NORT, Marseille) et le projet a été mis en œuvre par Christophe Dubois (nutritionniste) et Hind Gaigi (promotion de la santé) dans les quartiers Nord de Marseille (13<sup>ème</sup>, 14<sup>ème</sup> et 15<sup>ème</sup> arrondissements).

Les résultats de la recherche interventionnelle ont montré que des ateliers participatifs basés sur des activités ludiques autour des pratiques d'achats alimentaires sur la qualité nutritionnelle et le prix des aliments peuvent favorablement modifier les comportements d'achat alimentaire des individus en situation sociale défavorisée, sans augmenter de façon significative les dépenses alimentaires (publication soumise).

L'évaluation de l'impact a été réalisée sur des achats alimentaires simulés en utilisant les techniques d'évaluation utilisées dans le champ de l'économie expérimentale pour limiter le biais de désirabilité sociale. La participation aux ateliers est associée à une augmentation de la part des fruits et légumes dans les paniers simulés et à une diminution de celle des produits riches en matières grasses, sel et sucre. Ces évolutions favorables n'ont pas été associées à une augmentation du budget alimentaire et ont également été accompagnées d'une réduction de la densité énergétique de l'alimentation (c'est-à-dire la quantité de calories pour 100 grammes, un indicateur de mauvaise qualité nutritionnelle) après l'intervention.

L'évaluation montre aussi que les participants ont diminué les calories totales de leurs achats alimentaires simulés, alors qu'aucune réduction n'a été observée dans un groupe neutre (fréquentant les mêmes structures mais n'ayant pas suivi les ateliers Opticourses), ce qui suggère une rationalisation de leurs achats alimentaires.

Des entretiens semi-directifs ont révélé trois types de changements dans les comportements d'achat : des changements sur le type d'aliments achetés, des changements dans des stratégies d'achat et des changements dans les pratiques culinaires.

Suite à ces résultats, différents acteurs ont souhaité mettre en œuvre la démarche Opticourses (Caisse d'allocations familiales, CoDES, diététiciennes libérales, associations de services à la personne, réseau de santé...).

**Le CRES PACA, en vue de définir les conditions de transférabilité auprès de différents publics, contextes et territoires, a mobilisé le réseau des CoDES pour élaborer et tester un programme éducatif, basé sur la démarche Opticourses et en partenariat avec ses concepteurs.**

### De la « recherche interventionnelle » Opticourses au programme éducatif testé

L'étude sur les conditions de transférabilité avait pour objet d'identifier et de déterminer dans quelles mesures les outils et les modalités d'interven-

tion développés dans le cadre de la recherche interventionnelle pouvaient être transférés à des intervenants de terrain, ainsi que les conditions de ce transfert. Plus largement, la question était de définir les conditions de son adaptation à différents publics, dans différents contextes, Opticourses ayant été initialement développé pour, et avec, un public majoritairement féminin, urbain et vivant en famille.

Les 7 activités Opticourses peuvent s'organiser sur 1 à 4 séances, en partant des messages sur l'alimentation pour aboutir aux différentes façons d'arbitrer en magasin ou en situation d'achat à partir d'outils concrets.

Le programme éducatif s'appuie sur le même cheminement pédagogique que développé au sein de la recherche interventionnelle :

- La première séance est basée sur la présentation des ateliers, des échanges entre participants sur leurs pratiques de la mise en confiance avec la démarche, avec une proposition faite aux participants de recueillir leurs tickets de caisse, en vue d'une analyse et d'un retour par les animateurs.
- La séance 2 est consacrée à des réflexions et des échanges sur la catégorisation et le profil nutritionnel des différents aliments. En fin de séance, la notion de rapport qualité nutritionnelle/prix (QNP) est abordée.
- La séance 3 est centrée sur le rapport QNP avec différents jeux et la présentation d'un outil afin d'arbitrer en situation d'achat.
- La séance 4 mobilise les participants sur leurs représentations quant aux marques et aux produits d'entrée de gamme. C'est au cours de cette séance que l'analyse de leurs achats est restituée aux participants.

### Déroulé des fiches activités en 4 séances

S1	UN MOIS		S3	Restitution
Recueil des tickets de caisse				
<-----15 jours-----15 jours-----15 jours----->				
Séance 1	Séance 2	Séance 3	Séance 4	
Présentation Mise en confiance Début de la récolte des tickets de caisse	Apprentissage groupes aliments SAIN LIM – QN* QN et Prix	Informations Mise en pratique du rapport QNP*	Restitution de l'analyse des tickets de caisse Travail sur les représentations Bilan	
Activité N°1 : Tickets de caisse	Activité N°1 Activité N°2 : Groupes aliments Activité N°3 : profil nutritionnel (SAIN/LIM) Activité N°5a : QN	Activité N°1 Activité N°5b : le carnet des prix seul Activité N°4 : faire son panier	Activité N°1 Activité N°6 : Dégustation à l'aveugle Activité N°7 : Choisir entre des paires d'aliments	
*QN : qualité nutritionnelle *QNP : qualité nutritionnelle prix				

NB: Ont été élaborés un protocole dit « complet » regroupant les 7 activités et un protocole dit « léger » sans l'activité 1 de recueil et d'analyse des tickets de caisse, qui demandait jusqu'ici un temps important de saisie (entre 1h et 3h par foyer). Suite à une étude, ce temps est actuellement de 30 à 45 minutes.

### Définir les conditions de la transférabilité auprès des acteurs de la région

Le projet a nécessité la formation d'intervenants en éducation nutritionnelle au sein des comités départementaux d'éducation pour la santé (CoDES) de la région PACA.

### La formation

Initialement, le projet concernait la formation d'intervenants appartenant aux CoDES de la région PACA. Cependant, au démarrage du projet, la Caisse d'allocations familiales des Bouches-du-Rhône (CAF 13) était for-



## Pour publier dans cette rubrique

Vous souhaitez publier un article dans "Priorités Santé"?

Cette rubrique est à votre disposition, acteur de prévention qui souhaitez apporter un témoignage, faire le récit d'une initiative innovante, partager une réflexion...

Faites-nous part de vos suggestions au :  
04 91 36 56 95

ou par mail : [cres-paca@cres-paca.org](mailto:cres-paca@cres-paca.org)

tement intéressée par le programme Opticourses et a donc été associée. Ainsi, deux travailleurs sociaux de la CAF 13 et deux représentants de partenaires (association Solid'Arles et épicerie sociale d'Istres l'Instant partagé) ont rejoint le projet. Au départ, les partenaires opérationnels étaient les CoDES de la région PACA afin d'avoir une homogénéité du niveau des futurs animateurs (diététiciennes) mais il nous a paru intéressant de pouvoir aussi tester les conditions de transférabilité avec des travailleurs sociaux.

Au total ce sont donc **10 acteurs intervenants qui ont été formés** : 6 diététiciennes intervenantes des CoDES, et 4 travailleurs sociaux (2 intervenants en épicerie sociale et solidaire et 2 référents CAF).

### Les conditions du test

Afin de tester les différentes activités et protocoles dans différents contextes, un échantillonnage à été élaboré sur les critères suivants :

- Diversité de publics : jeunes, adultes, seniors, personnes vulnérables<sup>(1)</sup>.
- Différents contextes d'intervention : individuel ou collectif, en milieu rural ou urbain.

**Au total ce sont 13 ateliers répartis sur les 6 départements qui ont été réalisés.** Les intervenants ont également testé certains outils ou activités pour compléter des ateliers déjà existants sur l'alimentation (8 tests).

### Des conclusions propices à la diffusion d'Opticourses

Il a été important d'évaluer au cours de cette étude l'appropriation de la démarche auprès des intervenants formés, mais également auprès des publics. L'évaluation s'est appuyée sur des échanges avec les intervenants sur les outils, les activités et les protocoles, en groupe mais également dans leurs structures. Nous avons interrogé des participants sur leur compréhension des outils et des activités, en nous appuyant sur des outils d'évaluation existants (grilles évaluation des outils INPES).

Le travail réalisé lors du bon déroulement de ce projet a permis d'enrichir et de formaliser le programme éducatif, de définir les conditions de son adaptation à différents publics et dans différents contextes, d'identifier les conditions d'appropriation par les intervenants.

### Les participants aux ateliers

**Dans le cadre du présent projet, des ateliers ont été réalisés auprès de différents publics et dans différents contextes. L'acceptabilité a été bonne pour tous les publics même pour les personnes ayant des difficultés avec la langue française. Il est néanmoins nécessaire de faire évoluer certains outils et activités afin de faciliter la démarche auprès de ces publics.**

Le retour des évaluations faites auprès des publics par entretien montre une très bonne acceptabilité du projet tant sur le fond que sur la forme. La réalisation du projet a permis de définir un programme éducatif qui peut être déployé par la suite auprès de la plupart des publics testés.

*"Moi j'ai bien aimé caser les aliments par catégorie. C'était sur feuille et c'était un carré de quatre, il fallait ranger les aliments dans chaque catégorie (SAIN LIM); faut savoir... mais j'ai aimé tout en fait, mais ça en particulier. Parce que déjà ça montre ce que l'on mange en réalité, le quotidien de la vie en général, et tout simplement la question alimentaire, ce que le corps peut et ne peut pas, et il ne peut pas tout accepter au niveau santé".*

### Les intervenants

**Le projet a permis de définir et préciser les prérequis nécessaires des intervenants à la formation et à l'appropriation de la démarche Opticourses.**

**Une formation préalable est nécessaire avant la réalisation des ateliers.** Les retours des évaluations (en continu et à l'issue de la formation) montrent que la réalisation de cette formation permet de maîtriser aussi bien les aspects techniques du contenu du programme que les aspects théoriques.

Les futurs intervenants n'ont pas rencontré de problème majeur à la réalisation des ateliers ensuite, néanmoins deux remarques peuvent être apportées :

- Il a pu être observé que les personnes formées à la nutrition sont plus en demande de précisions sur les concepts théoriques d'Opticourses.



- Malgré quelques réserves quant à la capacité des travailleurs sociaux à s'emparer de la démarche, nous confirmons le fait que ceux-ci sont en capacité de mener des ateliers s'ils disposent d'un socle de compétences en nutrition (soit de leur propre formation soit par l'appui d'un professionnel du domaine de la nutrition) afin de pouvoir répondre aux demandes des participants.

### Le protocole, les fiches activités et les outils

**Le protocole « complet » est tout à fait réalisable par des intervenants ayant reçu une formation complémentaire sur le recueil et l'analyse des tickets de caisse.**

**Le protocole « léger » (sans l'activité 1) reste pertinent et peut être proposé pour des groupes dont l'intervenant n'a pas la possibilité de disposer d'un temps supplémentaire pour l'analyse des tickets de caisse.**

Les retours de l'évaluation montrent que l'utilisation d'une ou de plusieurs activités est pertinente dans le cadre d'un projet déjà existant d'éducation nutritionnelle. Par exemple, l'activité de collecte et d'analyse des tickets de caisse a été réalisée par des personnes participant à un jardin associatif dans les quartiers Nord de Marseille.

**Le programme éducatif peut être proposé en y additionnant d'autres activités complémentaires comme une sortie en magasin, un repas... ou être étalé sur une durée plus longue que celle proposée d'un mois et demi.**

À ce jour, dans le cadre de ce projet, 23 personnes ont été formées et les retours d'expériences de terrain permettent d'enrichir le programme Opticourses. Tous ces intervenants souhaitent continuer à déployer le programme. À partir de cette année, Opticourses se déploie sur la région grâce au soutien de l'ARS PACA. Des formations gratuites vont être organisées afin de former de nouveaux intervenants ouvertes aux diététiciens et travailleurs sociaux de la région sous l'égide du CRES PACA. Une communauté Opticourses va se mettre en place dans le cadre de l'initiative « Communauté de pratiques » initiée par le CRES PACA afin de continuer à faire vivre la démarche, l'animer, l'améliorer, en mesurer les effets et mutualiser les commandes des outils. Concernant la recherche, l'accès à de nouvelles données d'achat va permettre d'affiner et de pouvoir continuer à innover dans la problématique de l'amélioration de l'alimentation avec un petit budget. Toutes ces nouvelles informations seront à suivre sur le site [opticourses.fr](http://opticourses.fr). ■

(1) Critères d'inclusion des publics : les mêmes que lors du projet initial, à savoir : être en responsabilité des courses alimentaires du foyer et être concerné par la thématique de l'alimentation en situation de petit budget.

### Contacts :

Hind Gaigi, chef de projet, Christophe Dubois, nutritionniste et Nicole Darmon Responsable scientifique du projet Opticourses, Marseille ou Marion Vallarino, CRES PACA - [marion.vallarino@cres-paca.org](mailto:marion.vallarino@cres-paca.org)

# Agenda

## Semaine

### ■ 11<sup>ème</sup> édition de la Semaine européenne de la vaccination

Du 23 au 29 avril 2017

La Semaine de la vaccination (SEV) est un temps fort de mobilisation et d'actions pour promouvoir la vaccination et augmenter la couverture vaccinale. Pour faire vivre cet événement un grand nombre d'acteurs et partenaires se mobilisent, chaque année, en France et dans le monde.

[www.semaine-vaccination.fr](http://www.semaine-vaccination.fr)

[www.cres-paca.org](http://www.cres-paca.org)

## Journées rencontres

### ■ 3<sup>ème</sup> journée sur la recherche en éducation thérapeutique du patient

21 avril 2017, Montpellier

Journée organisée par l'Unité transversale d'éducation thérapeutique du patient (UTEP) de Montpellier.

Informations :

[www.chu-montpellier.fr/fr/patients-et-visiteurs/evenements/journee-recherche-en-etp/avril-2017/](http://www.chu-montpellier.fr/fr/patients-et-visiteurs/evenements/journee-recherche-en-etp/avril-2017/)

## Rencontres

### ■ Les Rencontres de Santé publique France

30, 31 mai, 1<sup>er</sup> juin 2017, Paris

Le programme de l'édition 2017 est en ligne : 3 journées dédiées à la santé publique, avec des plénières et des sessions consacrées notamment aux thèmes : dialogue et ouverture à la société en santé publique, la grippe saisonnière, l'évaluation du dépistage du cancer du sein, alcool et grossesse, conditions d'efficacité d'une déclinaison d'une politique de lutte contre le tabagisme...

Lieu : centre universitaire des Saints Pères, Paris

Informations et inscriptions :

<http://www.rencontresantepubliquefrance.fr/>

## Colloque

### ■ Les médecins face à la crise vaccinale en France et en PACA : quels constats, que faire ? 13 mai 2017 à Marseille

Ce colloque présentera les résultats d'un projet de recherche Inserm sur les pratiques et les perceptions des médecins vis-à-vis de la vaccination et discutera les solutions à mettre en œuvre pour leur apporter un soutien.

Organisé par l'ORS PACA, avec l'AR, le SESTIM et l'URPS médecins libéraux

De 10h00 à 14h00 au Palais du Pharo

[orspaca.org/newsletter/colloque/save-the-date.html](http://orspaca.org/newsletter/colloque/save-the-date.html)

### ■ Créer un jardin pour accompagner le soin 30 juin 2017 à Marseille

Organisé par le CRES en partenariat avec l'ARS PACA, ce colloque est destiné aux personnels des établissements sanitaires et sociaux de la région. Thèmes : l'intérêt du jardin, à quoi ressemble un jardin thérapeutique, les conditions de réussite, les différentes animations, des retours d'expériences...

Programme et inscriptions

sur le site du CRES PACA - [www.cres-paca.org](http://www.cres-paca.org)

**Priorités Santé**  
Bulletin d'information  
du Comité Régional d'Éducation pour la Santé  
Provence-Alpes-Côte d'Azur  
178 Cours Lieutaud - 13006 Marseille

**Directeur de la publication**  
Professeur Roland SAMBUC, Président

**Rédacteur en chef**  
Zeina MANSOUR, Directrice

**Rédaction**  
Lisbeth FLEUR  
Responsable de la communication, CRES PACA  
Hélène FOXONET  
Journaliste

**Conception graphique**  
Studio CARGO - Toulon (83)

**Impression**  
Imprimerie ZIMMERMANN, Villeneuve-Loubet (06)

**Tirage** : 8 000 exemplaires

N° 47 - Septembre/Octobre/Novembre/Décembre 2016  
Périodicité : 3 numéros par an  
N°ISSN : 1628-2884  
Date du dépôt légal : 28 juin 2004

Pour recevoir gratuitement Priorités Santé,  
Merci d'indiquer vos coordonnées postales  
par mail :  
[cres-paca@cres-paca.org](mailto:cres-paca@cres-paca.org)  
ou par téléphone : 04 91 36 56 95

**CRES PACA**  
178, Cours Lieutaud, 13006 MARSEILLE  
Tél. : 04 91 36 56 95 - Fax : 04 91 36 56 99  
Email : [cres-paca@cres-paca.org](mailto:cres-paca@cres-paca.org)  
Site : [www.cres-paca.org](http://www.cres-paca.org)

**Codes 04**  
42, bd Victor Hugo, 04000 DIGNE-LES-BAINS  
Tél. : 04 92 32 61 69 - Fax : 04 92 32 61 72  
Email : [codes.ahp@wanadoo.fr](mailto:codes.ahp@wanadoo.fr)  
Site : [www.codes04.org](http://www.codes04.org)

**Codes 05**  
6, Impasse de Bonne, 05000 GAP  
Tél. : 04 92 53 58 72 - Fax : 04 92 53 36 27  
Email : [codes05@codes05.org](mailto:codes05@codes05.org)  
Site : [www.codes05.org](http://www.codes05.org)

**Codes 06**  
27 bd Paul Montel, Bâtiment Ariane, 5<sup>ème</sup> étage,  
06200 NICE  
Tél. : 04 93 18 80 78 - Fax : 04 93 29 81 55  
Email : [c.patuno.codes06@wanadoo.fr](mailto:c.patuno.codes06@wanadoo.fr)  
Site : [www.codes06.org](http://www.codes06.org)

**Codeps 13**  
83, La canebière  
13001 Marseille  
Tél. : 04 91 81 68 49  
Email : [contact@codeps13.org](mailto:contact@codeps13.org)

**Codes 83**  
Hôpital Georges Clémenceau  
Bât. Coste Boyère - 1<sup>er</sup> étage  
421, avenue du premier Bataillon d'Infanterie  
de Marine du Pacifique  
83130 La Garde  
Tél. : 04 94 89 47 98 - Fax : 04 94 92 80 98  
Email : [contact@codes83.org](mailto:contact@codes83.org)  
Site : [www.codes83.org](http://www.codes83.org)

**Codes 84**  
13, rue de la Pépinière,  
Quartier Saint-Ruf - 84000 AVIGNON  
Tél. : 04 90 81 02 41 - Fax : 04 90 81 06 89  
Email : [accueil@codes84.fr](mailto:accueil@codes84.fr)  
Site : [www.codes84.fr](http://www.codes84.fr)

## BULLETIN D'ADHÉSION au CRES PACA

À titre individuel  Au titre de votre organisme

Nom : .....

Prénom : .....

Organisme : .....

Adresse : .....

Tél. : .....

E-mail : .....

Adhésion au tarif de 15 euros

Règlement par chèque bancaire à l'ordre du CRES PACA à adresser par courrier, CRES PACA, 178 Cours Lieutaud, 13006 Marseille.

Une attestation d'adhésion vous sera délivrée dès réception du règlement et de ce bulletin.

Date : .....

Signature